



Guerre à la guerre

Analyses et réflexions

2^e édition





Dessin d'Auglay dans La Guerre sociale du 11 décembre 1912, à l'approche de la grève générale organisée par la CGT contre la guerre.

SOMMAIRE

- **INTRODUCTION** p.5
- **LA CGT ET LA GUERRE DE 1895 À NOS JOURS** p. 9
- **LES IMPÉRIALISMES** p.17
- **« INTERNATIONALE RÉACTIONNAIRE » :
NE PAS SE TROMPER DANS LES MOTS POUR
ANALYSER LA RÉALITÉ POLITIQUE AVEC JUSTESSE** p.23
- **VERS L'ÉCONOMIE DE GUERRE... ET LA GUERRE ?** p.27
- **LA GUERRE S'EN PREND TOUJOURS AUX FEMMES** p.33
- **LA GUERRE EST UN ÉCOCIDE PERMANENT** p.39
- **CONCLUSION** P.43





Manifestation, cortège de l'Union Départementale CGT du Val-de-Marne. Paris. 1^{er} mai 2025

INTRODUCTION

L'Union Départementale CGT du Val de Marne a décidé de mener campagne contre la guerre, contre toutes les guerres impérialistes, contre toute économie de guerre.

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère de conflits, qu'ils soient armés ou économiques, et les victimes sont toujours les mêmes, les populations. Pas seulement celles des théâtres de guerre mais de nous toutes et tous. Si nul ne peut prédire l'avenir, le ciel s'assombrit et nous avons le devoir d'informer les travailleuses et travailleurs de ce qui se joue véritablement, à rebours de la propagande médiatique inféodée au pouvoir économique et politique.

Ce livret a pour but de livrer une analyse qui pourra, et devra être débattue le plus largement possible, qui pourra être contestée, mais qui a le mérite de combler un vide dans la période.

Si ce livret s'adresse prioritairement aux directions syndicales et aux militants et militantes afin d'organiser des débats au sein de leurs structures CGT, il doit servir également pour des diffusions plus larges à nos collègues et à la population.

POURQUOI UNE TELLE DÉMARCHE AUJOURD'HUI ?

Car la situation actuelle combine deux caractéristiques explosives. La première est la succession de crises engendrées par le système capitaliste et la seconde un nouvel affrontement impérialiste entre grandes puissances aux intérêts divergents.

Depuis que le système capitaliste existe, il génère des crises, dont la finance internationale et le patronat tentent aujourd'hui une nouvelle fois de faire payer la facture aux travailleuses et travailleurs pour garantir l'accroissement de leurs profits (inflation, baisse des salaires par l'augmentation du temps de travail, etc).

Ces crises sont aujourd'hui exacerbées par la raréfaction des matières premières nécessaires à l'appareil productif et la montée en puissance de la Chine et des BRICS+ venant contester l'hégémonie des États-Unis et de leurs valets (plutôt qu'«alliés») de l'UE.

Tous les indicateurs sont au rouge et la moindre étincelle pourrait plonger le monde dans un inconnu bien sombre.

Et si l'histoire peut, à bien des égards, nous éclairer sur notre présent, elle nous enseigne notamment que seule une prise de conscience collective des enjeux et de

nos intérêts de classe nous permettra d'éviter le pire et de lutter contre tous ces va-t-en-guerre prêts à sacrifier nos vies pour leurs profits !

Alors certes, la propagande massive de la bourgeoisie et de leurs médias, ainsi que la perte de repères idéologiques dans l'organisation, affaiblissent le camp de celles et ceux qui ne vivent que de leur travail et qui n'obtiennent jamais rien que par la lutte. Mais nous ne devons pas céder à la facilité ni aux injonctions du camp réformiste, nous devons porter haut nos convictions et ne pas craindre le débat. Nous nous réclamons fièrement d'une longue lignée de militantes et militants révolutionnaires, antimilitaristes, anti-impérialistes de la CGT qui, comme aujourd'hui, n'ont pas toujours été majoritaires, mais qui ont toujours assumé leurs responsabilités.

Pour un monde de paix entre les peuples, débarrassé de l'exploitation capitaliste, il n'y a pas d'autre solution que d'être révolutionnaire. Si la prochaine révolution paraît aujourd'hui particulièrement incertaine voire lointaine, elle n'en est pas moins le seul but à atteindre, et nous devons y apporter notre pierre.



14h | Place d'Italie | Paris

1^{er} Mai 2025

**UN SEUL CHEMIN POUR LES
TRAVAILLEUSES ET LES
TRAVAILLEURS :**

LA PAIX ENTRE LES PEUPLES ET LA GUERRE CONTRE LE CAPITAL



Union départementale CGT 94
11-13 rue des Archives, Créteil
udcgt94.fr - infos@cgt94.fr

Alors que Macron et Van der Leyen poussent avec férocité l'Europe vers la guerre face à la Russie, il est urgent de faire du 1^{er} mai un jalon dans la construction d'une mobilisation pour la paix.

Macron le va-t'en guerre

Les atlantistes libéraux en Europe, martèlent leur bellicisme assumé depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022 et accentuent encore leur politique délétère : les dépenses militaires explosent dans le monde en 2025, avec un pic de 2443 milliards, et l'Europe est particulièrement touchée avec une hausse absolument inédite des budgets des armées. Mark Rutte, le Secrétaire Général de l'OTAN, accueille ces annonces comme « une très bonne nouvelle » et Macron, qui tient un rôle particulier dans cette dynamique, veut que la France, déjà 2^e exportateur mondial d'armes après les Etats-Unis, soit la grande puissance du nouvel ordre militaire européen. Sous prétexte que les relations avec l'allié impérialiste se sont refroidies, Macron se rêve en chef de guerre tout en exécutant les commandes de budgets militaires de l'OTAN. La ficelle est grossière. La loi de Programmation militaire 2024-2030 était déjà en hausse de 40%, avec un budget de 413 milliards d'euros mais désormais, le gouvernement parle de 100 milliards de dépenses par an. Cette posture

va-t'en guerre est assumée. Eric Lombard, le ministre de l'Economie, a déclaré : « Nous ne sommes pas encore en économie de guerre mais nous devrions l'être. » C'est dire si cette logique cynique n'est pas près de s'éteindre si les travailleurs n'interviennent pas. Des livrets d'épargne militaires vont être proposés dans le cadre de « l'effort de guerre ». Rappelons que la dernière fois que la France a souscrit à des emprunts militaires, c'était en 1939.

La guerre, cette « bombe sociale »

L'économiste Keynes avait théorisé l'économie de guerre comme « le passage de l'abondance à la pénurie ». Or, il est clair que les milliards alloués aux armements seront autant de fonds qui échapperont aux dépenses sociales et aux Services publics. « Nous n'aurons pas à la fois du beurre et des armes », comme le disaient les opposants à la guerre du Vietnam en 1969. Les macronistes nous répètent qu'on ne peut pas trouver 6 milliards pour les retraites car il n'y aurait « pas d'argent magique ».

udcgt94.fr



**NI GUERRE
NI AUSTERITÉ**

**désengageons notre
pays des guerres
impérialistes**

la cgt
Val de Marne
union départementale

udcgt94.fr



**PAS UN SOLDAT
PAS UN EURO
PAS UNE ARME**

Nous refusons de
participer aux
guerres impérialistes

la cgt
Val de Marne
union départementale

Campagne de communication diffusée par l'Union Départementale CGT du Val-de-Marne - 2024

LA CGT ET LA GUERRE DE 1895 À NOS JOURS

La tradition internationaliste et anti-impérialiste est au cœur de l'ADN de la CGT. Elle constitue un corpus idéologique, forgé à la fois avec l'influence croissante du marxisme depuis la fin du XIX^e siècle, mais aussi au gré des expérimentations pratiques nées au fil des péripéties politiques du XX^e siècle : Première Guerre mondiale, montée des fascismes, Guerre d'Espagne, Seconde Guerre mondiale, Guerre Froide, luttes décoloniales, chute du bloc communiste et émergence d'un monde multipolaire...

Si la CGT s'est opposée la plupart du temps à la guerre et à la culture de la guerre, ce n'est pas pour tomber dans un pacifisme béat et apolitique. La CGT rejette la guerre comme expression des impérialismes, c'est-à-dire comme expression d'une volonté de domination et d'hégémonie d'une puissance sur d'autres États, au service des intérêts économiques et capitalistes. La CGT rejette la guerre car elle est toujours, en réalité et de façon criminelle, celle que les dominants mènent contre la masse des exploitées. La CGT rejette la guerre car elle divise les peuples qui doivent pourtant s'unir dans une lutte des classes indispensable à leur émancipation.

Cette boussole de la CGT n'a pas été exempte d'hésitations et de contradictions, voire parfois de déchirements. Mais elle constitue bien un cap, une colonne vertébrale historique, tant et si bien que, quand elle a pu contredire sa propre identité antimilitariste, la CGT s'est exposée à des divisions internes très fortes.

LA TRAHISON DE L'ÉTÉ 1914

L'histoire des liens entre la CGT et la guerre commence d'ailleurs avec la plus importante trahison de l'antimilitarisme pourtant constitutif de la CGT, c'est-à-dire avec l'entrée de la CGT dans l'Union sacrée durant la Première Guerre mondiale, dès le 4 août 1914, soit quelques jours après la mort de Jaurès, incarnation de l'internationalisme et de l'anti-militarisme. L'Union sacrée consiste à taire tout désaccord politique et social, afin de remporter la victoire, et donc d'unir les syndicats et le patronat durant le conflit. Pourtant, longtemps la CGT a voulu «faire la guerre à la guerre». Dès 1912, la CGT organise un congrès sur l'action préventive contre la guerre, et en 1913 elle publie un manifeste antimilitariste. En fait, à l'été 1914 les convictions internationalistes de la CGT s'effondrent aussi vite que celles de toutes les confédérations de la Fédération Syndicale Internationale, qui s'alignent toutes sur leurs gouvernements

respectifs. De même, toute la Seconde Internationale éclate, désagrégée par les ralliements des mouvements socialistes à la guerre. Lors du Conseil national de la CGT, tenu du 26 novembre au 5 décembre 1914, seule une minorité refuse le ralliement à la guerre. Le 3 janvier 1915, Pierre Monatte démissionne en protestation contre le choix de l'Union sacrée. Les effectifs de la CGT s'effondrent à quelques dizaines de milliers d'adhérents. Clairement, c'est la pression nationaliste qui fait céder la CGT à l'époque. De nos jours, certains veulent voir ce ralliement comme la sortie de la CGT d'un certain dogmatisme doctrinal, au profit d'une prétendue reconnexion aux masses, sous la forme d'une acceptation de l'État-nation. Cette interprétation est fort dangereuse. La Première Guerre mondiale fut une boucherie, sur laquelle la prise de conscience des masses fut assez rapide. « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels* » : cette analyse lucide d'Anatole France qui rappelait déjà que la guerre est l'expression des appétits capitalistes, montre que les dirigeants réformistes de la CGT furent au mieux aveuglés par la pression nationaliste, au pire, complices de la cupidité des impérialistes. Car, il faut se rappeler que l'entrée dans l'Union sacrée s'est accompagnée de la « *politique de présence* » c'est-à-dire une politique de relations étroites avec l'État, soi-disant au nom des intérêts des travailleurs, avec des dispositifs de conciliations et d'arbitrages en temps de guerre que la CGT avaient toujours combattus avant 1914. « *Nous devons nous orienter vers une action positive et ne pas être capables seulement de faire une émeute de rue* ». (Programme Minimum de la CGT, 1918 : l'adhésion au militarisme et à la culture de guerre faisait déjà les beaux jours du réformisme).

FACE AUX GUERRES COLONIALES ET À LA GUERRE D'ESPAGNE

Ce positionnement sur la guerre entraînera des conséquences profondes, puisqu'il en dit long sur les choix des uns et des autres, soit en faveur de la lutte de classes, internationaliste, clairement assumée, soit ouverts à la possibilité d'une collaboration avec les forces capitalistes. C'est donc logiquement que Jouhaux, qui avait incarné l'entrée de la CGT dans l'Union sacrée, exclut en 1922 les syndicats révolutionnaires et oppositionnels qui vont intégrer la CGTU dirigée par Gaston Monmousseau, dont les positions sur la guerre vont très vite se démarquer. En 1921, pendant la conquête coloniale de l'Espagne au Maroc, la guerre du Rif éclate : l'Espagne et la France se sont alliées contre la résistance berbère menée par Abdel Krim. La CGT réformiste de Jouhaux, qui est très ambivalente sur le colonialisme, soutient les troupes françaises dirigées par Pétain qui veut mater la résistance. La CGTU, de tendance révolutionnaire, avec le Parti Communiste, s'oppose à cette guerre impérialiste avec force au nom du « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ». Elle organise une grève avec 500 000 participants le 12 octobre 1925 qui devient un grand moment anticolonialiste dont le souvenir se grave dans la mémoire militante.

Plus tard, une fois la CGT réunifiée face à l'émergence du danger fasciste incarné par les émeutes d'extrême-droite du 6 février 1934, on voit avec la Guerre d'Espagne un important

mouvement de solidarité avec les Républicains espagnols. Toute la CGT réunie fustige la décision de non-intervention du gouvernement Blum et se mobilise pour recevoir et accueillir les enfants de républicains espagnols, afin de les protéger des affres de la guerre civile. En revanche, c'est seulement chez les ex-unitaires de la CGT, de tendance révolutionnaire, que cet engagement se traduit aussi dans la mobilisation au sein des Brigades Internationales, pour participer au combat contre les soldats de Franco.

Il ne s'agit donc pas de se lancer dans un pacifisme naïf, dès lors que la menace fasciste ou crypto fasciste se fait jour. Le refus de la guerre se définit comme un refus de la guerre impérialiste, de la guerre entre les peuples au profit des intérêts capitalistes.

PACIFISME OU ANTIFASCISME ?

Il faut cependant souligner que rapidement la CGT apparaît désunie sur ce sujet, avec les tensions fortes suscitées par le courant «*Syndicats*» construit autour de René Belin à partir d'octobre 1936, qui défend un pacifisme intégral face à Hitler mais aussi un anticommunisme total face aux unitaires qui exigent au contraire, une politique de fermeté face au III^e Reich. La pression du courant de Belin s'exerce sur les partisans de Jouhaux, et la CGT finit par se résigner aux Accords de Munich de 1938 après les avoir dénoncés.

Dans le même temps, le pacte germano-soviétique d'août 1939 tétanise la frange révolutionnaire de la CGT, autour des ex-unitaires qui font face à une offensive anticommuniste à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation. Dès l'entrée en guerre, les syndicats de la tendance unitaire et communiste sont démantelés et leurs dirigeants arrêtés avant d'être remplacés par des partisans de Jouhaux ou de Belin. Dès les premiers mois de la Drôle de guerre, les effectifs de la CGT fondent comme neige au soleil, : avec une baisse des 4/5^e du nombre de syndiqués, la CGT chute à 500 000 adhérents. La tendance «*Syndicats*» pèse de tout son poids, dès lors que les unitaires ont été exclus et la «*politique de présence*», elle reprend avec son esprit de collaboration de classe. Ainsi Daladier, président du Conseil, veut une politique de «*paix sociale*» et il organise en octobre 1939 une rencontre avec la CGT et le patronat, qui aboutit aux «*accords Majestic*» de sinistre mémoire. Les ex-unitaires entrent dans la clandestinité ou la semi-clandestinité, durant toute la guerre et ils joueront un rôle crucial dans la Résistance, à travers par exemple, la Bataille du Rail. Ils fourniront bon nombre de martyrs fusillés par les nazis, comme Pierre Semard, le Secrétaire Général de la CGT Cheminots, tandis que les leaders de la tendance réformiste, pour certains, se vautreront dans la trahison de classe la plus abjecte, et même dans la collaboration la plus odieuse Belin deviendra ministre de Pétain et signera à la fois la Charte du Travail du régime de Vichy, mais aussi la loi qui liquidera la CGT, fin 1940. Pour d'autres, la modération qu'ils garderont leur vaudra la plus grande clémence dans les conditions de détention par les nazis (Jouhaux aura droit à un baraquement chauffé et particulier au Château d'Itter avec le droit d'être rejoint par sa compagne). Comme on le voit, la force des engagements antifascistes et le refus d'un

pacifisme apolitique conditionnent le positionnement de la CGT lorsqu'«*il sonne minuit dans le siècle*». La dynamique autour des ex-unitaires et des communistes donne au programme du Perreux de 1943 qui réunifie la CGT, une vitalité idéologique, autour des conquêtes sociales et de la création de la «*Sécu*», qui l'éloigne définitivement du syndicalisme corporatiste et de compromission voulu par Belin le collabo.

LA CGT ET LES CONFLITS DE LA GUERRE FROIDE

Après la Seconde Guerre mondiale, la domination des communistes et des ex-unitaires de tendance révolutionnaire sur les réformistes est acquise. Jouhaux et ses partisans quittent la CGT pour fonder Force Ouvrière, dans le contexte de la guerre froide, avec le soutien de la CIA. La CGT va adopter pendant plusieurs décennies une ligne anti-impérialiste claire et assumée, tout en mobilisant contre la menace nucléaire : la CGT participe activement au succès de l'Appel de Stockholm, pétition lancée en mars 1950 contre l'arme atomique.

La CGT sera à la pointe des combats contre les guerres coloniales, que ce soit en Indochine et au Vietnam ou en Algérie, en cohérence avec son engagement au sein de la FSM : en 1953 lors du 3^e congrès syndical mondial, la CGT «*réaffirme son soutien aux luttes d'émancipation des peuples coloniaux et leur droit à disposer d'eux-mêmes*». Les tensions avec les autorités sont très fortes : la manifestation de mai 1952 contre la venue du général en chef de l'OTAN «*Ridgway la Peste*» tourne à l'émeute avec des charges contre la police. Le siège de la CGT est perquisitionné et ses dirigeants emprisonnés, certains passent même à la clandestinité ! De même, la CGT est le seul syndicat, dès le début des années 1950, à témoigner de sa «*solidarité agissante avec la lutte menée par les vaillants peuples algérien, tunisien et marocain pour leur indépendance*» (Le Peuple, novembre 1950) et à soutenir les aspirations du peuple algérien dès le début de ce que la CGT appelle la première, «*la Guerre d'Algérie*» quand le discours politico-médiatique évoquait les «*événements d'Algérie*». Les neuf martyrs du métro Charonne en février 1962 symbolisent cet engagement anticolonial sans fard face à la terreur de l'OAS* et du pouvoir répressif responsable de tant de meurtres, en Algérie comme à Paris, le 17 octobre 1961. Même si la proximité idéologique avec l'URSS et le bloc communiste est une réalité, elle n'empêche pas une critique forte, malgré parfois des déchirements internes, dès lors que des interventions militaires répriment les aspirations des peuples à disposer d'eux-mêmes, que ce soit à Budapest en 1956, à Prague en 1968 ou en Afghanistan en 1979. À cette dernière occasion, la CEC publie une déclaration dans laquelle elle rappelle le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures et souhaite que «*le peuple afghan puisse se déterminer en toute indépendance*».

Pendant la crise des euromissiles en 1983, Georges Séguy lance un appel de cent personnalités contre l'installation de missiles sur le sol européen avec le slogan «*Ni Pershing, ni SS20*».

*OAS : Organisation de l'Armée Secrète


DANS UN MONDE DEVENU MULTIPOLAIRE

Dans le même temps, après la Guerre Froide, l'opposition à l'OTAN, incarnation militaire de la pieuvre hégémonique des États-Unis dans le monde, reste une constante de la CGT. Le 12 janvier 1991, la manifestation à l'appel des 75 contre la première guerre d'Irak réunit 200 000 manifestants à Paris. En 2003, la CGT a «condamné George Bush et ses alliés» pour avoir «bafoué le droit international» et participe à la grande manifestation contre la guerre, le 18 janvier 2003. Dans les Balkans et lors des massacres opérés dans les années 1990, la CGT se démarque une nouvelle fois des autres organisations syndicales. En 1992, la Confédération dénonce les gouvernements occidentaux dont celui de France qui entendent, sous l'égide de l'ONU, «exploiter les conséquences humaines pour justifier une intervention militaire» en Bosnie-Herzégovine. La CGT accuse alors ceux qui «ont attisé les nationalismes et les haines et armé toutes les factions en vue de provoquer l'éclatement de la Yougoslavie pour des intérêts sordides et afin de dominer cette région de l'Europe». La position a le mérite d'être claire. Même lorsque la pression impérialiste se fait plus forte, comme lors des bombardements sur Belgrade, au moment de la guerre du Kosovo en 1999, et alors même que la CFDT décide de soutenir les menées bellicistes de l'OTAN, la CGT reste fidèle à ses convictions et affirme qu'on ne résout aucun problème avec des bombardements sur des populations.

C'est pour cela que le positionnement de la CGT au moment de la Guerre d'Ukraine de 2022 crée frustrations et déceptions chez de nombreux camarades. Au lieu de se positionner sur le rejet des impérialismes, comme elle l'a si souvent fait malgré parfois des divisions et des questionnements, la CGT se cantonne à désigner Poutine comme seul responsable du chaos. Il ne s'agit pas d'avoir la moindre complaisance vis-à-vis d'un autocrate sanguinaire, qui depuis un quart de siècle réprime son peuple et s'ingère avec violence dans les affaires des pays voisins pour leur imposer sa volonté.

Mais il ne s'agit pas d'oublier non plus l'OTAN et ses menées impérialistes qui déstabilisent la région depuis de nombreuses années. Le monde a évité de justesse un affrontement nucléaire en 1962 quand les États-Unis, ennemis des régimes socialistes et démocratiques d'Amérique latine, découvraient les «missiles de Cuba», mais l'OTAN impose aujourd'hui les siens aux portes de la Russie, faisant toujours monter plus haut le niveau des provocations. Or, dans les nombreux communiqués de la CGT depuis 2022, le rôle délétère des dirigeants atlantistes est clairement minoré quand il n'est pas volontairement éludé. Les conséquences sont très lourdes, car cela aboutit à accepter les colossales dépenses militaires voulues par Macron dans le cadre de sa propagande atlantiste sur la guerre en Ukraine.

Quand on sait que la pression nationaliste en avril 2025 est bien moindre qu'en août 1914, nous pouvons légitimement nous demander de quelle nature seront les engagements de notre organisation, si dans un futur proche la guerre en Ukraine devait



se solder par un conflit réel et direct entre la France et la Russie, comme nous en menace M. Macron. On ne peut que constater l'affaiblissement de l'attachement de la CGT, et plus globalement du camp progressiste, à sa tradition antimilitariste et anti-impérialiste. Ce recul idéologique, depuis une vingtaine d'années, est peut-être l'une des raisons de la faible mobilisation des masses contre les atrocités commises par l'armée israélienne depuis l'automne 2023 et la volonté clairement affichée par le gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu d'expansion et d'épuration ethnique. Et ce malgré un bilan minimal, à ce jour, de 50 000 morts dont une majorité de femmes et d'enfants, et qui augmenterait à 200 000 si on inclut les morts indirectes, selon l'estimation du Lancet.

À l'aune des événements passés, de ses positionnements salutaires et de ses erreurs à ne pas réitérer, la CGT doit être capable de réaffirmer aujourd'hui les principes fondamentaux qui sont les siens, contre la guerre impérialiste qui oppose et opprime les peuples.



Grande mobilisation populaire et ouvrière dans le port de Gênes le 7 juin 2025 à l'initiative de l'Union syndicale de Base (USB) contre les livraisons d'armes à destination d'Israël et de sa guerre génocidaire en Palestine © USB

LES IMPÉRIALISMES

Qu'est-ce que l'impérialisme ?

Volonté, stratégie ou parfois même doctrine politique de conquête d'un État ou d'une nation, visant la formation d'un empire ou la domination politique, économique, culturelle d'autres nations, États, régions ou groupes.

Buts de l'impérialisme : Augmenter les profits et le taux de profit.

Comment ? En premier lieu, le contrôle des matières premières, dont *«le manque se fait sentir»* ; l'avantage de pouvoir assurer par la force des monopoles aux multinationales dans les pays ou les régions contrôlées ; l'exportation de capitaux dans les pays moins développés, où *«le prix de la terre est relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché»* ; *«la conquête de territoires, pas tant pour eux-mêmes directement que pour affaiblir l'adversaire»*.

Cuba : L'exemple cubain est éclairant sur ce dont les États-Unis d'Amérique sont capables pour tenter d'étouffer un peuple qui a, en 1959, réussi sa révolution socialiste et renversé un régime jusque-là totalement inféodé aux gouvernements yankee et à la mafia. En plus de multiples tentatives de déstabilisations politiques, de putsch ou d'assassinats, cela fait maintenant 63 ans que Cuba subit un blocus financier, économique et commercial dont les conséquences sont terribles pour la population. Cela en fait le plus long embargo de l'histoire, et cela, en violation complète du droit international. Aujourd'hui, au sein des Nations Unies, seuls les EUA et Israël s'opposent à la levée de ce blocus criminel.

Si la CGT est historiquement anti-impérialiste, l'hégémonie culturelle capitaliste, depuis la chute du mur de Berlin en 1989, a lentement mais sûrement dilué certains repères indispensables à une organisation de lutte de classes. Si bien qu'aujourd'hui, lutter contre les impérialismes ne va pas de soi et nécessite de revenir aux fondamentaux. Tout impérialisme, quelle qu'en soit l'origine, est une prédation massive des ressources, naturelles comme humaines, d'un autre pays, état, région, et à ce titre ne peut qu'être dénoncé et combattu pour autant que l'on revendique la paix et le droit inaliénable à l'autodétermination des peuples. Si l'impérialisme existe depuis l'Antiquité, au sens de stratégie expansionniste d'États ou de nations, c'est à la fin du 19^e siècle, début du 20^e siècle, que s'accélère le partage du monde par les grandes puissances capitalistes

menant au déclenchement de la 1^{ère} Guerre Mondiale, puis de la seconde. Car oui, la raison principale de tous les grands conflits du 20^e siècle et de ceux d'aujourd'hui, reste *«la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires, non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie»* (Lénine). Le monde unipolaire voulu par les Américains après la chute du bloc soviétique, et concrétisé par l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), n'est plus. La domination de États-Unis d'Amérique (EUA) sur le monde, tant économique que militaire et culturelle, se voit aujourd'hui contestée par l'émergence d'un nouveau bloc constitué de 10 pays : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Iran, Égypte, Indonésie, Émirats Arabes Unis, Éthiopie (BRICS+). Au sein de ces blocs, certaines grandes puissances dominant. Les États-Unis sur

les autres membres de l'OTAN, et la Chine sur les BRICS+. Les pays constituant les BRICS+ n'acceptent pas le statut de subalternes que la mondialisation dirigée par les États-Unis leur a réservé. Depuis les années 2000, la Chine et la Russie contestent ce système, tandis que les États-Unis tiennent à le maintenir. C'est la source d'un conflit qui se manifeste militairement en ce moment en Ukraine, bientôt peut-être par Taiwan ou Corée interposée.

QUELS IMPÉRIALISMES AUJOURD'HUI ?

EUA et OTAN

Depuis la 1^{ère} guerre mondiale, la domination du dollar a fait des États-Unis une puissance impérialiste quasi hégémonique. L'impérialisme américain s'est illustré par son interventionnisme économique, politique et militaire violent : organisations de coups d'états (Guatemala, Congo, République Dominicaine, Vietnam, Brésil, Chili, Iran...), interventions militaires, (Corée, Viêt Nam, Panama, Irak, Yougoslavie, Afghanistan...). Cette politique étasunienne issue de la «*doctrine Monroe*» s'est une nouvelle fois illustrée par l'attaque militaire des États-Unis contre le Venezuela et le rapt de son président. Cela constitue un nouveau crime de l'impérialisme contre les peuples. Elle s'inscrit dans la continuité des interventions, blocus, coups d'État et guerres qui se déroulent à travers le monde, qui baignent les pays dans le sang et déracinent des populations entières, au nom des profits monopolistiques et des rivalités impérialistes. Depuis près de 20 ans, voyant leur influence économique et géopolitique s'amoinrir ainsi que leur accès aux ressources naturelles baisser, les États-Unis adoptent de nouveau un comportement agressif. Tout d'abord militairement via l'OTAN en tentant d'étendre son influence en Europe de l'Est, dans les pays anciennement «*satellites*» de l'Union soviétique et aujourd'hui frontaliers de la Russie (l'Ukraine notamment), mais également en Asie et dans la zone pacifique avec le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, les Philippines. Sur le plan économique les EUA tentent également d'affaiblir la Chine, singulièrement dans le secteur des technologies de pointe, et récemment par l'explosion des droits de douanes décrétés par Trump. La stratégie impérialiste actuelle des EUA se fait au détriment des pays de l'Union Européenne, totalement soumis aux intérêts américains, qui se voient soudainement privés des échanges avec la Russie et peut-être bientôt de ceux avec la Chine. Si certains pays d'Europe de l'Ouest (dont la France) continuent de se rêver en «*grandes puissances*» impérialistes capables de peser sur les événements géopolitiques, il n'en est rien ou plus grand chose. Leur position de valets des EUA est absolue depuis que tous sont membres de l'OTAN (au sein de l'UE, seule l'Autriche et l'Irlande n'en font pas partie et ne sont pas candidats à son adhésion).

CHINE et BRICS+

Si les États-Unis restent aujourd'hui la 1^{ère} puissance mondiale devant la Chine, les courbes s'inversent en faveur de la Chine, tant économiquement que militairement. La Chine a su étendre son influence dans beaucoup de pays du «*sud global*», en Asie, en Afrique en Amérique centrale... Dans ces pays, la Chine ne déploie pas

de stratégie coloniale comme l'a pratiqué l'occident, ce n'est pas non plus par sa présence militaire que l'empire du Milieu installe son influence, comme l'ont fait les États-Unis. Pour autant que sa stratégie soit moins agressive, la Chine agit pour s'assurer un accès aux ressources naturelles d'autres pays et étendre son influence géopolitique, et en ce sens la Chine est une puissance impérialiste. La Chine est aujourd'hui opposée aux EUA comme l'un des moteurs de la dynamique impérialiste mondiale, pratiquant, sur son sol ce que l'on pourrait appeler un capitalisme d'État et dans sa zone d'influence un impérialisme d'exportation de capitaux, d'investissements (prêts à faible taux d'intérêt, construction d'infrastructures...), incarné dans les Nouvelles Routes de la Soie, depuis 2013. Contrairement à ce que les médias tentent de nous faire croire, il n'y a aucun véritable affrontement idéologique de fond entre «l'occident» et les BRICS+. Il n'y a pas un impérialisme acceptable et un autre qui ne le serait pas. Il n'y a pas d'un côté les défenseurs de la «démocratie», ni d'une quelconque morale, et de l'autre des agresseurs et des dictatures. Cette vérité se dévoile de nouveau à mesure que des dirigeants d'extrême droite aux pratiques autoritaires (et demain ouvertement fascistes ?) dirigent de plus en plus de pays du «*bloc états-unien*». Encore une fois, du point de vue des peuples, tout pays qui exploite le monde, ses populations et ses ressources naturelles, est notre ennemi.

LES LIGNES D'AFFRONTEMENTS

Les lignes d'affrontement ne sont effectivement pas idéologiques, mais bien «*matérielles*» (accès aux ressources naturelles, gaz, pétrole, métaux rares...). Mais les conflits, économiques ou militaires, visent également à affaiblir l'adversaire. En ce sens, la guerre en Ukraine trouve sans doute son origine dans ces deux motifs.

Ukraine

La guerre en Ukraine, et son bilan humain, social et environnemental catastrophique, en sont un des fruits. Il n'est, à nos yeux, pas contestable de voir en Poutine un autocrate. Il n'est pas non plus contestable de condamner l'invasion du territoire ukrainien par l'armée russe. Pour autant il serait malhonnête de s'arrêter à ces seules dénonciations. Car malgré l'omerta des médias occidentaux et d'une très large partie de la classe politique et syndicale occidentale (même au sein de la CGT), le déclenchement de la guerre en Ukraine est de l'entière responsabilité des États-Unis d'Amérique et de son outil impérialiste qu'est l'OTAN, par son élargissement en Europe. Tout d'abord par la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, puis la Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie et la Slovaquie, se rapprochant toujours plus des frontières russes. À cette époque, la Russie proteste et menace contre cette violation des accords diplomatiques existants. Malgré cela les Américains continuent leur stratégie expansionniste sur la Géorgie et l'Ukraine, deux pays frontaliers de la Russie. L'intervention des États-Unis dans le processus de Maïdan en 2014 fut flagrant. Le storytelling d'une révolution nationale et spontanée est une fable. La secrétaire d'État américaine distribuait des sandwiches sur la place ! Enfin la violation totale, par les États-Unis et l'Ukraine (avec le sou-

tion de la France et de l'Allemagne), des accords de Minsk (validés à l'unanimité le 17 février 2015 par le Conseil de sécurité des Nations unies) constitue une provocation ultime aux yeux de la Russie. Toutes ces manœuvres ont fini par provoquer l'invasion russe que l'on connaît et le déclenchement d'une guerre qui dure maintenant depuis plus de 3 ans. Les faits sont têtus et viennent contredire l'hypothèse répandue à longueur d'antenne et d'articles de la presse (bourgeoise et syndicale...) selon laquelle Poutine reconstruirait l'Empire russe. Cela relève d'une propagande puérile qui tend à masquer les responsabilités occidentales dans ce désastre.

VERS DE NOUVEAUX CONFLITS MILITAIRES ?

Tout indique que la compétition acharnée entre Chine et États-Unis va s'intensifier dans un avenir proche. Compétition aujourd'hui économique mais qui pourrait basculer du jour au lendemain en conflit militaire si les intérêts de l'un ou de l'autre se voient trop menacés. L'explosion affolante des dépenses militaires (2 240 milliards de dollars en 2022) et l'augmentation importante des sanctions prises en dehors du droit international (voir graphiques) témoignent de l'emballlement des tensions.

PALESTINE

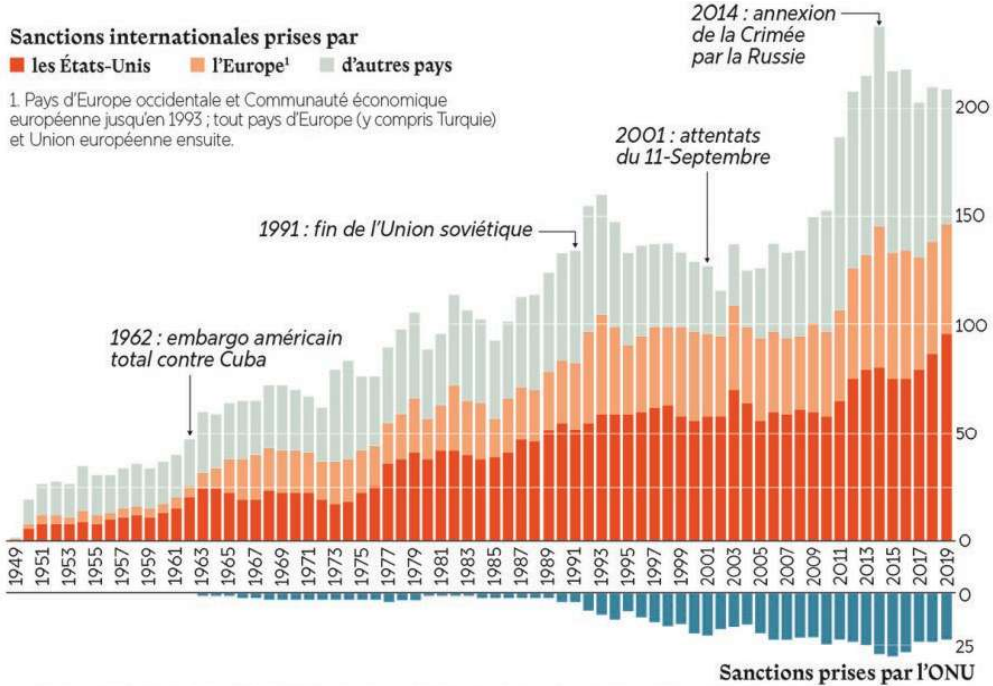
Concernant le génocide en Palestine, il est impossible de ne pas l'aborder, on ne peut décemment pas parler de guerre, c'est un massacre pur et simple d'une population civile. Mais là aussi, il faut tenter de voir et comprendre ce qui se joue, au-delà du discours médiatique sur un conflit qui ne serait qu'idéologique. Israël comme les États-Unis sont mus par des intérêts capitalistes. Sans minimiser l'impact idéologique de l'extrême droite israélienne sur le génocide en cours, il est important de rappeler que Gaza est une bande de terre donnant sur la mer Méditerranée, sur une partie appelée bassin Levantin. Et ce bassin, juste au large des côtes de Gaza, espace qui selon le droit international appartiendrait à l'état Palestinien si celui-ci venait à être reconnu, s'avère être une gigantesque réserve de gaz. Selon les études les plus sérieuses il s'agirait des ressources en gaz naturel les plus importantes au monde (3.5 mille milliards de mètres cubes de gaz récupérables). Nous pouvons donc raisonnablement considérer que là aussi il s'agit d'une stratégie impérialiste d'Israël et des États-Unis pour accaparer et piller de gigantesques réserves naturelles au prix de crimes de guerre et d'un génocide.

FOCUS SUR LA FRANCE

Dans l'histoire, la France a toujours été un pays impérialiste «secondaire» derrière la Grande-Bretagne tout d'abord puis les États-Unis ensuite, mais un impérialisme encore présent en Afrique et dans les DOM/TOM.

En Afrique : la prédation des ressources, longtemps indispensable à la bourgeoisie française pour perpétuer sa domination de classe, repose sur le franc CFA (monnaie soutenue par la Banque de France), la présence militaire, la vente d'armes et le quasi-monopole de certaines entreprises françaises. Mais aujourd'hui, cette influence est considérablement remplacée par d'autres puissances impérialistes (Russie et Chine). Les troupes françaises sont toutes progressivement boutées hors d'Afrique, et beaucoup d'entreprises se voient contester leur implantation (Castel, Orange, Bolloré, Vinci...).

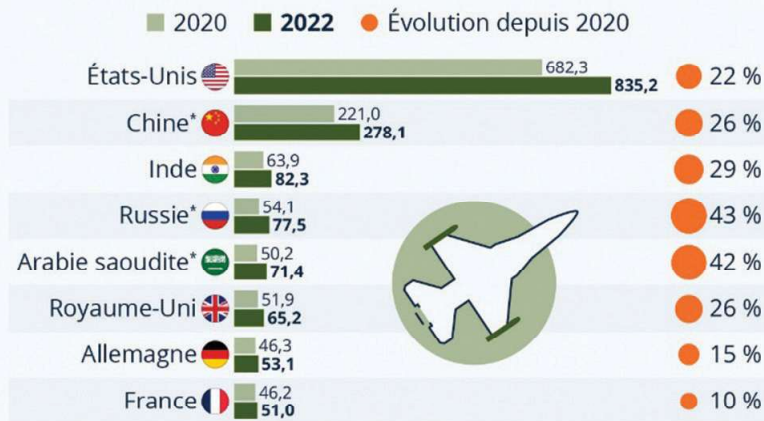
Les territoires ultra-marins : aujourd'hui, les intérêts de l'État français sur ces territoires relèvent beaucoup plus de la géostratégie, de l'influence commerciale et militaire, que de l'exploitation des sols et sous-sols. Les récents événements en Nouvelle-Calédonie ont une nouvelle fois illustré que la France est prête à la plus féroce répression contre les indépendantistes pour maintenir sa présence dans la zone Indo Pacifique. Zone où se concentrent la majeure partie des tensions entre puissances impérialistes, d'un côté Chine, Inde, Corée du Nord, Indonésie et de l'autre USA, Australie, Japon et Corée du Sud.



Source : A. Kirilakha, G. Felbermayr, C. Syropoulos, E. Yalcin et Y. V. Yotov, « The global sanctions data base : An update that includes the years of the Trump presidency », dans Peter A. G. van Bergeijk (sous la dir. de), *Research Handbook on Economic Sanctions*, Edward Elgar, 2021.

Les pays avec les plus fortes dépenses militaires

Total des dépenses militaires par pays, en milliards d'euros



Conversion du dollar US à l'euro au taux de change moyen de chaque année.

* Estimations.

Source : SIPRI



statista



Campagne de communication du Bureau Régional Européen de la Fédération Syndicale Mondiale, 2025

« INTERNATIONALE RÉACTIONNAIRE » NE PAS SE TROMPER DANS LES MOTS POUR ANALYSER LA RÉALITÉ POLITIQUE AVEC JUSTESSE

Depuis l'élection de Trump pour un second mandat, et les déclarations de soutien de lui-même ou de Musk pour tous les mouvements ou les gouvernements d'extrême-droite aux quatre coins du monde, on a vu fleurir l'expression «*Internationale réactionnaire*». Il faut prendre cette dénomination avec beaucoup de prudence car elle évoque une scission populiste ou fasciste au sein du capitalisme, comme une entité à part, à combattre comme notre ennemi absolu, tandis que le reste de la classe dominante et du patronat serait beaucoup moins dangereux, beaucoup plus soluble dans la démocratie et apparaîtrait même, malgré des divergences politiques, comme un interlocuteur possible pour négocier des conquêtes sociales.

Dans ces temps de dépolitisation, il faut se remémorer comme un mantra la phrase de Brecht, «*le fascisme n'est pas l'inverse de la démocratie mais son évolution par temps de crise*». Par démocratie, Brecht entend la démocratie libérale c'est-à-dire la démocratie qui s'est imposée pour servir les intérêts de la bourgeoisie. Et de ce point de vue, il est avéré par l'Histoire qu'à chaque crise grave le patronat et les capitalistes se sont servis des fascistes comme roue de secours, pour maintenir leur pouvoir face aux travailleurs organisés. C'est bien le patronat italien de la Confindustria qui pousse le roi Victor Emmanuel III à nommer Mussolini premier ministre. C'est bien le patronat allemand qui signe un pacte faustien avec Hitler en mars 1933 pour que tout ce qui structure et organise les travailleurs allemands (partis de gauche, syndicats) soit annihilé au profit d'une politique de collaboration de classe comme l'organisation de masse «*Le Front Allemand du Travail*» où travailleurs et patrons travaillent ensemble. Le patronat allemand fut compromis jusqu'au cou dans la barbarie nazie. A-t-on oublié que Hugo Boss habillait les SS, qu'il existait des usines comme celles de BMW qui employait plus de 50 000 travailleurs forcés et jusque dans les camps de la mort comme Auschwitz où les patrons allemands louaient des juifs aux nazis comme main-d'œuvre corvéable à mort, avant leur crémation dans les fours de l'industriel Topf und Söhne ? La plus grande barbarie règne dans ces usines où les travailleurs sont traités comme des animaux. Le patron Krupp sera ministre de la Production d'armement du III^e Reich. Les entreprises et les patrons allemands ont été rapide-

ment absouts de ces crimes abjects, au point où peu de gens savent aujourd'hui que tout le patronat allemand s'est vautré dans le purin du nazisme. Quant au patronat français collaborationniste, antisémite ou s'accommodant très bien de Vichy et du nazisme, il n'est pas en reste avec les cas connus de Renault, Coco Chanel, Louis Vuitton, L'Oréal...

Et il ne s'agit pas d'une exception de l'Histoire. À chaque fois que le patronat s'est senti en danger dans le cadre démocratique, il a soutenu les forces populistes et réactionnaires pour qu'elles le sauvent de l'offensive des travailleurs ou de la crise économique. Par exemple, c'est bien le patronat chilien, allié à l'impérialisme des États-Unis qui soutient et finance la déstabilisation du régime d'Allende en 1973 et qui applaudit des mains et des pieds la dictature sauvage de Pinochet. Ce même Pinochet qui pourra compter sur les piliers du capitalisme mondial de l'époque, Reagan et Thatcher pour s'afficher à ses côtés ou le maintenir au pouvoir. Au point où la Dame de Fer offre même une bouteille de très bon whisky à l'ancien dictateur, quand il sera en résidence surveillée et qu'elle viendra le visiter en lui déclarant son soutien.

Et donc quand de nos jours, le patronat sait que l'explosion des inégalités et l'extension de la précarité et du chômage pourraient grossir les rangs de la contestation sociale, il fait le choix à nouveau de favoriser l'extrême-droite. Quand la situation lui apparaissait encore sous contrôle en Occident jusqu'au début des années 2000, il se contentait d'une neutralité. Mais depuis quelques années, il utilise de plus en plus les populistes et les fascistes comme une roue de secours.

Si on analyse le phénomène Trump, l'évolution de la stratégie patronale est flagrante. Lors de son premier mandat, bon nombre de multimilliardaires et de grands patrons s'étaient mis en retrait par rapport au locataire de la Maison Blanche. Mais lors de l'investiture pour le second mandat, c'est tout l'aréopage du patronat mondial, de Bezos à Zuckerberg en passant par Musk qui se sont pressés pour s'afficher et prendre des selfies. Quelle est la pertinence de l'expression «*Internationale réactionnaire*» quand Bernard Arnault soutient Trump et que Bolloré finance un arsenal médiatique d'extrême-droite ? Les principaux représentants du patronat français qui sont les plus grosses fortunes du capitalisme de notre pays, ont d'ores et déjà choisi de soutenir l'extrême-droite, comme des têtes de pont. Ce n'est qu'une question de temps, avant que le reste suive. D'ailleurs, depuis les élections européennes de 2024, les liens se nouent à l'instigation de Ciotti qui joue les entremetteurs. Des rendez-vous officieux se multiplient dont la presse se fait écho, comme celui en mars 2025 entre le directeur de cabinet du président du Medef et Renaud Labaye, le bras droit de Marine Le Pen.

Ainsi, sous-entendre qu'il existe une faction politique au sein du camp capitaliste, qui serait un danger à l'échelle internationale car elle s'engagerait sur la voie du

fascisme, c'est se tromper sur la nature profonde du capitalisme. Celui-ci cherche à maintenir son hégémonie et ses intérêts en toutes circonstances. Quand la situation est stable il fait le choix de la démocratie bourgeoise, mais quand elle se complique et se tend, alors l'extrême-droite et le fascisme émergent comme une excellente alternative. Musk – que seule l'outrance écarte en apparence de la scène politique aujourd'hui – et sa bande ne sont pas une clique radicalisée, qui fait scission au sein de la classe capitaliste. Ils en sont l'avant-garde et la tête de pont.



« Nous sommes en guerre » avait dit Macron en 2020 déjà, lorsque l'ennemi était le covid. Plus tard, il incitait les Français mais surtout les Françaises à un « réarmement démographique », puis « civique » pour la jeunesse dressée à coup de SNU. Aujourd'hui, ce président qui fait le lit de l'extrême-droite et qui rêve de guerre, nous prévient : « notre prospérité et notre sécurité sont devenues plus incertaines. (...) nous entrons dans une nouvelle ère ». Le ton est donné, grave, il faut convaincre les esprits que la guerre est à nos portes. Dans notre « démocratie » où le peuple ne décide pourtant plus de rien mais subit ce grossier bourrage de crâne, c'est toujours ailleurs que nos dirigeants et leurs laquais médiatiques nous montrent l'autoritarisme et l'embrigadement des populations.

De quelle prospérité parle Macron ? De celle du CAC 40 sûrement, et des actionnaires qui battent des records de dividendes chaque année : près de **100 MILLIARDS EN 2024 !**

Ou de celle du lobby des armes, avec la Loi de Programmation Militaire qui prévoit pour la période 2024-2030 un budget inédit des Armées, directement commandé par l'OTAN :

413 MILLIARDS D'EUROS ! 2 % DU PIB !

En tout cas, pour les masses laborieuses, point de prospérité ! Pour elles, « il n'y a pas d'argent magique » et c'est « la fin de l'abondance ». Pour les Industries, le Commerce ou les Services publics, c'est **300 000 EMPLOIS MENACÉS !**

Pour les travailleurs et les travailleuses de la 7e puissance du monde, c'est la promesse de travailler toujours plus pour des salaires qui suffisent de moins en moins ou qui ne suffisent déjà plus depuis longtemps, à avoir une vie décente.

Le MEDEF est le grand donneur d'ordre d'un programme que nos gouvernants exécutent avec zèle pour préserver les intérêts de la bourgeoisie. Et les idées ne manquent pas : 36 heures de travail hebdomadaire, nouveau recul de l'âge de départ à la retraite, accélération du démantèlement de la Sécurité sociale, « emprunt national pour financer l'effort de guerre »...

✉ UD CGT 94 - 11-13 rue des Archives - 94010 CRETEIL CEDEX @infos@cgt94.fr €udcgt94.fr

« Peace between
e, a truce, the
bread – these
ited. », Lenin.

19 pandemia.
"demographic
trained by the
ht and dreams
ntering a new
"democracy",
ders and their

prosperity who
the Military
new army's

oney" and
there are

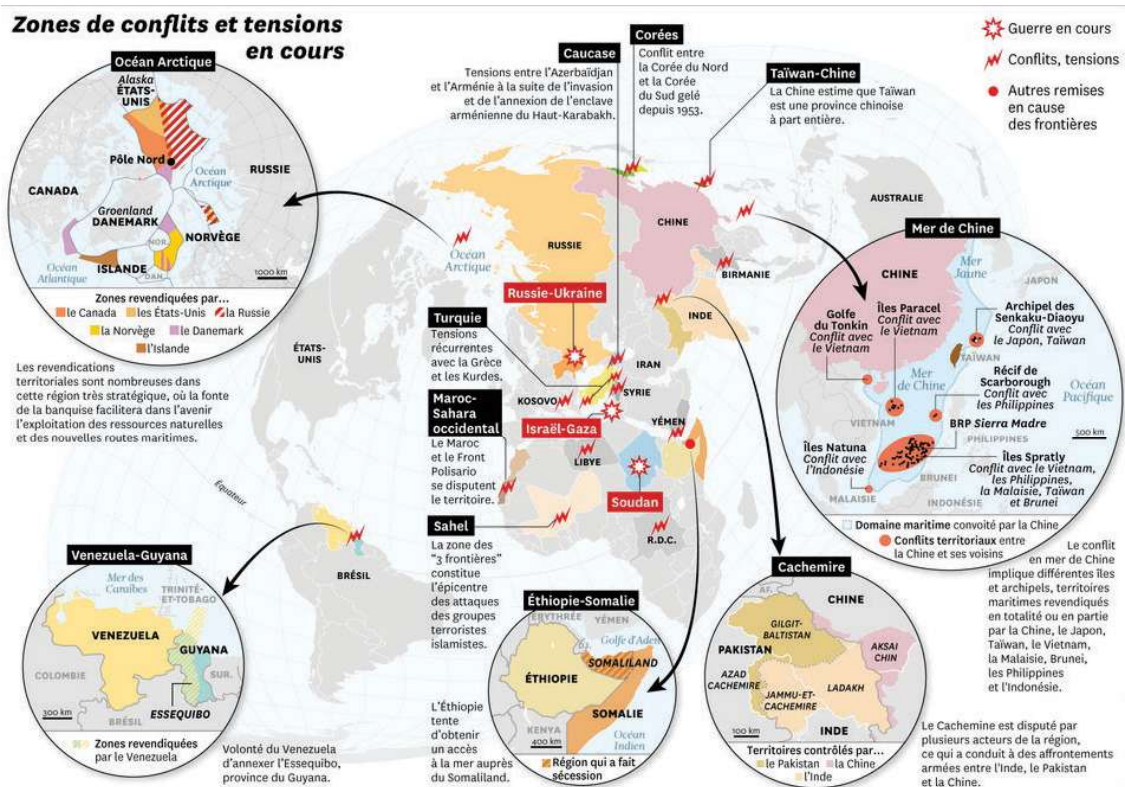
less and

that our
nd there
ent age,
nce war

dgcgt94.fr

VERS L'ÉCONOMIE DE GUERRE... ET LA GUERRE ?

Nous sommes dans une crise systémique du capitalisme, avec ses pics aigus et ses rémissions : crise de la mondialisation, crise de la financiarisation et au bout, crise économique. Il y a une cinquantaine de conflits dans le monde à ce jour, avec le plus souvent en arrière-plan, le pétrole et les autres matières premières qui attirent les avidités autour des terres rares.



Courrier International, 18 mai 2024

100 000 milliards de capitaux privés – plus de 30 fois le PIB de la France – à la recherche de placements juteux exercent une pression gigantesque contre les conquis sociaux dans le monde entier. Même les États-Unis, malgré leur puissance économique et militaire, à travers le «*privilege exorbitant du dollar*» et l'extra territorialité de leurs lois qui leur permettent de taxer le monde entier, n'y échappent pas : ce sont les marchés qui ont obligé Trump à reculer sur les droits de douane lorsqu'il a donné un délai de 90 jours.

UNE AUGMENTATION COLOSSALE DES BUDGETS MILITAIRES EXIGÉE PAR L'OTAN

La concurrence devient guerre économique. La guerre est revenue en Europe, en Ukraine, mais c'est aussi une guerre entre l'OTAN et la Russie et une guerre pour l'accaparement des ressources. En 2014, 28 Etats membres présents au sommet de l'OTAN, alors qu'Obama était président des États-Unis, se sont engagés à consacrer au moins 2% de leur PIB aux dépenses militaires d'ici 2024. Cette exigence a été à peu près honorée depuis.

Rappelons l'évolution des budgets militaires français, en milliards d'euros :

2018	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
34,4	47,2	50,5	53,7	56,9	60,4	63,9	67,4

QUELLE EST LA STRATÉGIE DES DIRIGEANTS DES ÉTATS-UNIS ?

À l'heure où Trump demande désormais de passer à 5% du PIB, le redondant mais non moins toxique «*America first*» de tous les gouvernements états-uniens qui ont multiplié les interventions et les coups d'État dans le monde entier, prend tout son sens aujourd'hui encore.

L'oncle Sam a délocalisé son industrie et a une dette de 37 000 milliards de dollars, soit 123 % de son PIB, un budget militaire 2024 à 997 Mds (pour comparaison, celui de la Chine est de 314 Mds).

- Biden voulant réindustrialiser et produire aux États-Unis, a fait l'IRA, l'inflation Reduction Act, redoutable pour l'industrie européenne et instauré des taxes sur des produits chinois ;
- Avec Trump il y a un brutal changement d'échelle et de méthode. Il ne s'agit pas de « deals » mais d'utilisation de la force. Il multiplie les menaces diplomatiques ou quasi militaires contre le Groenland, le Canada, le Panama... pour s'appropriier tout ce qui est utile aux États-Unis à travers le monde, y compris au fond des océans. Depuis son retour à la Maison Blanche, il impose des droits de douane délirants ;
- La guerre en Ukraine coûte des fortunes à la France et à l'Union européenne, inféodés au traité atlantiste et pour les États-Unis, cette guerre doit rapporter : la Russie exportait du gaz pas cher, notamment grâce à l'accord avec Merkel qui permettait la construction du pipeline Nordstream2 malgré l'opposition d'Obama et de ses successeurs.

Profitant de l'invasion de Poutine, les États-Unis exportent en Europe leur gaz de schiste, le GNL, au coût prohibitif, ce qui fragilise encore plus l'industrie européenne et multiplie les plans sociaux dans nos pays. Et tout ceci pendant qu'une

bonne partie des budgets militaires européens retourne en commandes d'armement aux États-Unis. De plus, l'accord-cadre avec l'Ukraine leur permet de s'approprier leurs terres rares et le marché de la reconstruction sur lesquels les gouvernements européens tentent de placer également leurs entreprises, comme l'a plusieurs fois affirmé le Ministre des Armées Sébastien Lecornu. Quant aux multinationales étas-uniennes, elles pourront retourner en Russie.

ILS MENACENT TOUT

La brutalité de Trump déstabilise le monde entier. Il a déjà failli déclencher une crise économique mondiale et même les milliardaires qui l'ont porté au pouvoir, le Wall Street journal... essaient de le contrôler. Il est une menace pour le monde entier, y compris pour les États-Unis : ses droits de douane, ses revirements, ses menaces, sont ingérables. Il veut échanger les bons du trésor des États-Unis, bons qui financent le déficit du pays mais qui rapportent un intérêt, contre des bons à 100 ans sans intérêt. Pur pillage ! En conséquence, les banques centrales s'en dégagent partiellement.

En France aussi, les stratégies rapaces vont bon train : Raphaël Glucksman ou Gabriel Attal par exemple, veulent s'approprier les 300 Mds d'avoires russes (actuellement gelés) pour financer la guerre en Ukraine. Nombre de pays se disent qu'ils pourraient subir le même sort. Résultat, les banques centrales achètent de l'or qui bat tous les records, au-delà de 3 000 dollars l'once et ainsi, le système monétaire international est fragilisé.

SOUVERAINETÉ NATIONALE, SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE ?

Quelle est la stratégie de Macron, d'Ursula Von der Leyen ?

- Selon les jours, Macron répond favorablement à Trump pour des dépenses militaires à hauteur de 3, 4 ou 5 % du PIB, puis plus clairement pour 100 milliards par an d'ici 2030, donc une augmentation de 50 milliards par an, étape vers les 5 %.
- Ursula Von der Leyen, présidente de la Commission européenne, n'a aucun problème non plus pour à dégager 800 milliards d'euros pour son plan «*réarmer l'Europe*», qu'elle entend financer en partie sur les fonds normalement alloués aux régions d'Europe les plus défavorisées et pour lequel elle incite les états membres à ne plus, tout à coup, tenir compte de la limite fixée à 3 % du PIB de déficits publics.

Ce qu'ils font passer pour la «*souveraineté*» nationale, européenne via «*l'Europe de la Défense*» et en agitant le spectre d'une invraisemblable invasion russe, c'est l'alignement sur les desiderata des États-Unis.

Pour quelle intimidation, voire guerre, l'OTAN veut-elle se donner tous les moyens ?

- La guerre en Ukraine, en tout cas de «*haute intensité* » ne peut être per-

manente parce que l'économie russe, déjà faible avant l'invasion de l'Ukraine, ne pourra le supporter durablement. Militairement, les deux armées manquent d'hommes et c'est avec Pyongyang que Moscou a signé un traité de défense mutuelle en juin 2024 et accueilli des soldats coréens. Quant à l'Ukraine, elle tente d'enfermer ses habitants en interdisant à tous les hommes de 18 à 60 ans de quitter le pays, abaisse l'âge de recrutement des soldats de plus en plus nombreux à désertier, envoie la Police militaire traquer les jeunes qui se cachent pour échapper à ses rafles opérées avec violence jusqu'à la sortie des stades. Les peuples se lassent de voir revenir les cercueils.

- Pour les États-Unis, démocrates comme républicains, l'ennemi c'est la Chine désignée dès 2021 par Biden comme un « risque systémique ». Là encore, Trump met un gigantesque coup d'accélérateur aux perturbations géopolitiques avec ses droits de douane, les accords d'encerclement militaire...

L'AUGMENTATION DU BUDGET DE LA DÉFENSE EN COURS SE FAIT AU DÉTRIMENT DES SERVICES PUBLICS ET DE LA PROTECTION SOCIALE

La guerre en Ukraine coûte déjà des fortunes à l'Union européenne et à la France et les dépenses doivent doubler d'ici 2030, voire davantage. Il y a en outre d'énormes coûts indirects : augmentation des déficits, de la dette, de la charge de la dette...

Depuis que nous nous sommes fait voler le référendum de 2005 auquel nous avons dit NON, la France comme l'Europe n'ont cessé d'exiger en permanence des coupes budgétaires, d'imposer des réformes de régression sociale : loi travail, loi Macron, réformes des retraites, assurance chômage, gel des salaires dans la Fonction publique... En conséquence, nous sommes dans une situation où les besoins sociaux, en réindustrialisation, en redéveloppement des Services publics, en (re)conquête de la Sécurité sociale et du reste de la protection sociale, sont très importants. Il y a besoin d'augmentation colossale des budgets, de formation et d'embauches massives de personnel, avec les statuts et les salaires nécessaires, d'ouverture ou réouverture des établissements nécessaires (voir les repères revendicatifs de la CGT).

Bizarrement, Macron qui nous dit qu'il «*n'y a pas d'argent magique*» et Bayrou qui affirme qu'il faudra revenir à 3 % de déficit d'ici 2029 par 110 Mds de coupes budgétaires, trouvent des centaines de milliards à volonté pour l'armée. Comment est-ce possible ? Où veulent-ils les prendre ? Et il précise ses moyens : 9 milliards de gel des crédits en 2025, suppression d'un tiers des agences et opérateurs de l'État pour 2 à 3 Mds d'économies (25 % des agences publiques ont déjà été supprimées entre 2010 et 2020), puis 40 milliards de coupes budgétaires supplémentaires en 2026 (14 Mds pour l'État, 8 Mds pour les collectivités territoriales, 18 Mds pour la Sécurité sociale), et encore d'autres en 2027... pour

un total à ce jour de 110 milliards, une saignée inédite qui aura de graves répercussions sur les populations.

Des foudrilles de pistes sont lancées dans les médias pour imposer l'austérité à perpétuité contre les jeunes, contre les actifs/actives, contre les retraités/retraitées. Les plans sociaux se multiplient : 300 000 emplois sont directement menacés, dans l'industrie principalement, par les mêmes entreprises biberonnées d'aides publiques depuis des décennies et qui continuent à verser des dividendes records à leurs actionnaires. Mais il ne s'agit pas que de budget, de déficit et d'économies, il s'agit de mettre à terre tout notre modèle social.

Lors de sa conférence de presse du 15 avril, Bayrou affirmait ceci : *«Nous savons aussi que notre système (le programme du CNR) doit accepter des évolutions, et même des révolutions (qui) nous obligeront à ajuster et même à réinventer notre système de protection collective»*. La ministre du travail, Mme Panosyan-Bouvet, précisait sur BFM qu'il faudra voir *«ce qu'on fait de notre modèle de protection sociale qui a 80 ans»*.

À l'heure où dans la 7^e puissance du monde, nombre d'EHPAD ont institutionnalisé la maltraitance à l'égard de nos ancien·nes faute de personnels, où l'on meurt sur des brancards d'hôpitaux parce que les équipes médicales sont insuffisantes et pressurées, où il manque tant d'enseignant·es devant des classes dans lesquelles les élèves s'entassent, où les tribunaux sont soumis à des délais de traitement indécentes, dans un pays qui compte 9 millions de pauvres mais des milliardaires qui s'enrichissent plus vite qu'ailleurs, où l'on chasse les migrant·es et normalise les idées d'extrême-droite... voilà le projet de société mortifère promis par les va-t-en-guerre. Mais non, leurs réformes toutes plus inacceptables les unes que les autres, ne sont pas une fatalité et doivent être combattues fermement.

Mieux vaut agir pour la paix qu'enrichir les multinationales de l'armement ! L'économie de guerre et l'austérité sont une seule et même politique au service du MEDEF, des milliardaires, du système capitaliste.

À l'augmentation sans fin des budgets militaires, nous opposons la satisfaction des revendications de redistribution et de justice sociale, le développement des Services publics et de la Sécurité sociale !



Illustration de GRANDJOUAN (1875-1968 = ADAGP), 1923. La CGT et la CGTU se préoccupent de ce qu'on appellera plus tard «la condition féminine», invitant les travailleuses à s'organiser. Coll. Dixmier/Kharbine-Tapabor

LA GUERRE S'EN PREND TOUJOURS AUX FEMMES

Les femmes ont toujours été les victimes invisibles des conflits armés. Depuis la nuit des temps, le saccage des communautés vaincues, la torture, l'esclavage et le viol ont été utilisés pour affaiblir, humilier et détruire la partie adverse. Depuis la nuit des temps, la guerre s'est toujours faite contre les femmes.

Avant le XX^e siècle, les victimes dénombrées des conflits armés étaient majoritairement des hommes, militaires, morts sur le champ de bataille. Depuis la Grande Guerre, les victimes civiles ont été de plus en plus nombreuses jusqu'à représenter, aujourd'hui, l'essentiel des pertes humaines. Parmi ces populations civiles, les femmes et les enfants constituent, de façon logique en l'absence des hommes mobilisés au front, le contingent principal des victimes des conflits armés. Au sein d'un livret qui dénonce la guerre et ses conséquences, cet article vise à dessiner les contours des violences spécifiques faites aux femmes en temps de conflits et ne s'intitule pas, volontairement, «*les femmes et la guerre*», sujet bien plus vaste aux multiples entrées.

Ainsi, nous laisserons de côté l'image d'Épinal de la munitionnette de «14-18» participant à l'effort de guerre dans les usines d'armement, et espérant – en vain mais en forgeant un féminisme de classe plus que nécessaire aujourd'hui encore – prouver son indispensable concours afin d'atteindre une égalité des droits. Nous laissons aussi la figure des femmes soldates comme la tireuse d'élite de l'Armée rouge Lioudmila Pavlitchenko, des femmes résistantes, héroïnes d'envergure contre le nazisme et la collaboration, contre le franquisme en Espagne, contre l'impérialisme à Cuba, ou engagées dans les luttes décoloniales... Elles sont autant de preuves s'il en fallait, que les convictions et le courage n'ont pas de genre. Et, à l'autre bout du spectre, nous ne relèverons pas non plus ici les tentatives opérées par la propagande militariste de certaines armées, d'impliquer les femmes dans leurs rangs et dans leurs guerres, manipulant les esprits pour faire croire à une égalité par les armes, une égalité dans le sang, une égalité dans la mort.

Si certaines armées sont de plus en plus inclusives, les femmes n'en demeurent pas moins très éloignées des sphères de décisions, combattent dans des conflits

toujours engagés par des hommes, et qui font des victimes toujours plus nombreuses parmi les civils et donc, parmi les femmes.

MORT ET CRIMES DE GUERRE : LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

En dépit des conventions internationales, les femmes et les jeunes filles sont les premières à pâtir de conflits qu'elles ne décident pas, qu'elles soient fauchées par les bombes ou victimes de crimes de guerre.

Selon son dernier rapport «*les femmes et la paix et la sécurité*» d'octobre 2024, l'ONU pointait des chiffres sans appel : la proportion de femmes tuées dans les conflits de 2023 à travers le monde a doublé en un an, 4 victimes civiles sur 10 étaient des femmes et 3, des enfants. La guerre sans merci livrée par Israël au peuple palestinien en est la macabre illustration : 70 % des près de 55 000 morts recensés à ce jour sont des femmes et des enfants. Voilà l'effroyable bilan de la guerre que l'État sioniste mène «*contre le Hamas*».

Le rapport indique également une hausse de 50 % en 10 ans du nombre de femmes dans le monde, vivant à moins de 50 km d'un conflit armé. Rappelons qu'avec elles, se trouvent leurs enfants qui restent majoritairement à leur seule charge, ce qui les rend plus vulnérables encore. Ceci explique également la part de plus en plus importante des femmes dans les flux migratoires (elles sont la moitié des migrants aujourd'hui) avec tous les risques supplémentaires que ces routes tortueuses de l'exode impliquent pour elles. Par ailleurs, selon la publication, les crimes sexuels en temps de guerre ont augmenté de 50 % pour les femmes et 35 % pour les jeunes filles. Derrière les chiffres, ce sont des vies entières qui sont meurtries, des enfants nés de viols qui sont mis au ban, avec leurs mères souvent, de leurs communautés.

Comme si la guerre n'était pas un fardeau suffisant, au quotidien, entraînant une lutte pour survivre au milieu des tirs et des bombes, les femmes et les jeunes filles, très majoritairement, subissent ces violences spécifiques de genre depuis la nuit des temps. Longtemps et encore aujourd'hui dans certaines sociétés, on a presque normalisé le viol sous prétexte que les soldats, loin de chez eux et en l'absence de femmes dans leurs rangs, devaient assouvir des besoins sexuels primaires. Décrétant ainsi tacitement que 50 % de la population mondiale constituaient un vivier à la disposition des pires barbaries, les viols massifs sont partie intégrante du cortège de souffrances qui s'abattent sur les populations civiles en temps de guerre.

A Khartoum au Soudan, les rapports dressés par Human Rights Watch sur les crimes sexuels sont accablants et témoignent de la généralisation de cette tactique de guerre : des centaines de viols sont rapportés, commis sur des filles et

des femmes de 9 à 60 ans, par les deux camps, les forces armées et les groupes paramilitaires. Viols individuels ou viols collectifs, au bout desquels les femmes étaient forcées de choisir qui de leur mari ou de leur enfant devait se faire exécuter... Mais le viol est aussi pensé comme une arme de guerre car il détruit l'ennemi de l'intérieur. En s'en prenant à l'intimité, en déstructurant des communautés entières par les naissances et les rejets qu'ils entraînent, les viols s'inscrivent dans un continuum de violences que les femmes, déjà soumises aux règles d'un patriarcat ancestral, subissent aussi hors temps de guerre.

L'Éthiopie et la République démocratique du Congo enregistrent les tristes records de violences sexuelles commises contre les femmes en temps de conflit, posant aussi la difficulté de recenser, véritablement, toutes les agressions, quand l'on sait que beaucoup ne sont pas signalées et continuent de s'effectuer en silence et en toute impunité.

Les mutilations génitales, les exécutions arbitraires, les mariages forcés et les traites sexuelles sont également des exactions commises spécifiquement à l'encontre des femmes et des jeunes filles, notamment dans le cadre de nettoyages ethniques. S'en prendre aux femmes et à la fonction reproductrice est l'un des moyens utilisés pour rayer un peuple de la surface de la terre.

On se souviendra des terribles images qui nous étaient parvenues des 276 écolières enlevées par Boko Haram au Nigéria en 2014, parmi les 2 000 kidnappings de jeunes filles opérés par le groupe armé cette année-là.

On sait également les routes de l'enfer empruntées par les migrantes qui fuient la guerre et se retrouvent prises dans des trafics humains de prostitution et d'esclavage, comme c'est le cas en Libye, pays totalement déstructuré par une guerre que les Occidentaux ont menée au nom des valeurs de liberté et de démocratie... Partout où les impérialismes se parent de morale, le constat et le champ de désolation laissé par les armes sont les mêmes.

Et les violences faites aux femmes se prolongent après le fracas des armes, à travers les destructions psychiques. Les femmes yézidiennes dont le peuple vit dans les Monts Sinjar au nord de l'Irak depuis des millénaires en savent quelque chose. Cette population a été la cible d'un génocide entre 2014 et 2017 par les fanatiques de Daesh et 6 000 femmes et jeunes filles yézidiennes ont subi l'esclavage sexuel systématique et des actes de torture par les miliciens de l'État islamique, dont les «tribunaux» autorisaient le viol à partir de l'âge de 9 ans. À la chute de l'EI, le calvaire de ces femmes et de ces enfants qui a duré plusieurs années, a causé une vague de suicides dans les camps de réfugiés où elles avaient été placées, mais où aucun suivi psychologique n'avait été mis en place pour les aider à surmonter les graves traumatismes subis. Au-delà du calvaire des corps,

les souffrances psychologiques de la guerre marquent les femmes et les jeunes filles de façon indélébile.

LA DESTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES : UNE MENACE SUPPLÉMENTAIRE POUR LES FEMMES

Pour toutes les populations, la destruction par la guerre des infrastructures sanitaires conduit à des désastres. À un moment où les habitants en ont davantage besoin pour soigner les blessures liées aux conflits, l'absence de soins peut s'avérer dramatique. Ainsi à Gaza par exemple, les médecins se trouvent obligés d'amputer des patients, y compris de très jeunes enfants, faute de médicaments traitant des infections facilement soignables en temps normal.

Ces destructions de dispensaires, d'hôpitaux, les pénuries d'électricité qui affectent gravement leur fonctionnement, l'interruption de l'aide humanitaire et donc du ravitaillement en matériel et en traitements médicaux, ont des effets différents et parfois disproportionnés sur certaines catégories d'habitants.

Pour les femmes, l'impossibilité d'accéder aux soins engendre de vrais drames, et notamment lors des grossesses (parfois non désirées et issues des viols évoqués plus haut comme une arme de guerre). Ceci, conjugué à des conditions de vie insalubres causées par le chaos des armes, entraîne souvent de graves complications. La mortalité infantile et la morbidité maternelle grimpent en flèche dans ces cas, mais aussi les épidémies de maladies sexuellement transmissibles, comme au Rwanda où de nombreuses survivantes de 1994 sont mortes plus tard du sida qu'elles avaient contracté par leurs agresseurs. Il n'est pas anodin non plus que tant d'attaques soient signalées par les ONG contre leur personnel, leurs convois humanitaires transportant des blessés ou du matériel médical. Du Yémen à l'Ukraine en passant par Gaza, l'OMS fait état d'une situation inédite depuis 2 ans : pour la seule période janvier-mai 2025, ce sont près de 500 attaques, plus de 1 000 membres de leur personnel tués et 400 blessés qui sont dénombrés dans 13 pays différents. Dans toutes ces régions où les droits humains les plus élémentaires sont bafoués, les femmes émergent officiellement comme les premières victimes de la disparition d'une aide cruciale à la survie.

Comme un cercle vicieux, l'accès à l'eau potable conditionne bien sûr la subsistance de populations entières et là aussi, les femmes encore très majoritairement en charge de faire vivre leurs enfants, disposent d'une eau impropre à la consommation qui devient elle-même vectrice de maladies. Les faiseurs de guerre en font même une arme directe, bien que là aussi, en contradiction avec tous les textes internationaux qui fixent nos droits fondamentaux. Des soldats israéliens ont ainsi été filmés en train de poser des explosifs dans des puits, privant jusqu'à 50 000 Palestiniens d'une eau potable en quelques secondes.

La stratégie de la faim organisée et l'interdiction d'accès du matériel médical conduisent dans la bande de Gaza à une situation sanitaire catastrophique et participent sciemment à l'entreprise génocidaire menée par le gouvernement et l'armée israéliens. Forcées d'utiliser la même eau (au mieux, 4 litres par personne et par jour en tout et pour tout à Gaza) pour laver et cuisiner, les femmes sont les premières à souffrir avec leurs familles de ces stratégies criminelles.

Comme la guerre s'en prend aux écoles et spécialement à l'éducation des filles, celles-ci sont avec leurs mères, les premières victimes d'un double fléau. D'une part, dans le cas de régimes mafieux ou de théocraties les plus obscurantistes comme en Afghanistan où le départ subit des armées étrangères a laissé le chaos qu'elles avaient semé, la population entière des femmes et des jeunes filles est redevenue la variable d'un contrôle total de la société dont elles deviennent la population servile.

Et d'autre part, qu'il s'agisse de guerres civiles ou de conflits entre nations, elles sont la cible d'une volonté souvent farouche, non pas de vaincre l'ennemi, mais de l'anéantir : affamer une population, assassiner des femmes et des enfants, et empêcher de soigner celles qui portent les générations futures, participent complètement à ces projets funestes de crimes contre l'humanité

Loin d'être exhaustives sur le sort des femmes en temps de guerre, ces quelques observations montrent facilement qu'elles sont doublement victimes des conflits. Bien que les armées occidentales héroïsent leurs soldats et transforment parfois leurs soldates en Lara Croft hypersexualisées à l'instar de Tsalal, la guerre se fait toujours contre les femmes.

Quant aux règlements de paix, ils convoquent les hommes qui ont provoqué ou participé aux guerres, mais écartent presque totalement les femmes : les derniers rapports de l'ONU comptabilisent moins de 10 % de négociateurs femmes alors même qu'elles sont reconnues officiellement comme celles qui consolident le mieux, au niveau local, la pacification de communautés déchirées. C'est de cette manière que les Soudanaises ont créé, en 2023, la plateforme Peace for Sudan, afin d'élaborer un règlement de paix inclusif.

Apparaissant ainsi comme la forme ultime de domination et d'oppression sur les femmes, la guerre ne sera jamais féministe. Seule la paix permet aux femmes d'arpenter le chemin de l'émancipation et de bâtir, avec les hommes, un monde juste.



Des cigognes survolent un champ en feu près de la ville de Snigurivka, dans la région de Mykolaiv, le 4 juillet 2023, lors de l'invasion russe en Ukraine © Image AFP



Guerre en Ukraine, mars 2022 (Felipe Dana/AP)

LA GUERRE EST UN ÉCOCIDE PERMANENT

Pour l'historien de l'environnement Fabien Locher, «*le concept d'écocide naît avec la guerre : annihiler l'environnement pour annihiler l'adversaire*» et évoque la technique de la «*terre brûlée*» qui «*consiste à détruire littéralement toutes les ressources d'un environnement pour affamer son adversaire*». Les temps obscurs de la guerre voient se dérouler des destructions qui seraient inconcevables en temps de paix, bien que par essence et comme l'observaient déjà Marx et Engels, le productivisme capitaliste soit dévastateur pour l'environnement qu'il surexploite, comme il exploite et épuise la classe laborieuse.

Créée dès 1947, c'est lors de la guerre du Vietnam que la notion d'«*écocide*» est popularisée par les opposants au conflit. L'utilisation par les armées états-uniennes du napalm et de «*l'agent orange*» (herbicide dévastateur, fabriqué, entre autres, par Monsanto) pour débusquer les soldats communistes du Viêt Cong sur la piste Ho Chi Minh, brusque la prise de conscience : ce sont 20 % des forêts du sud du pays et 400 000 hectares de terrain agricole qui sont dévastés, près de 5 millions de personnes exposées et des centaines de milliers de morts. En 1990, le Vietnam a intégré l'écocide à son code pénal comme «*un crime contre l'humanité commis par la destruction de l'environnement naturel, en temps de paix comme en temps de guerre*».

Les écocides se comprennent comme une destruction des écosystèmes dans lesquels s'imbriquent de façon interdépendante environnement et sociétés humaines. En réalité, depuis l'Antiquité, la destruction de l'espace ennemi est une arme de guerre couramment utilisée. En s'en prenant à la terre, on prive les populations de leurs ressources vitales : eau, champs, bétail, bois...

De plus, la contamination des eaux et des sols est une façon de tuer et d'affaiblir toute une population à long terme. Le temps de régénération de la terre force les habitant-es à l'exil ou à subir les aléas désastreux pour leur santé de l'utilisation de ressources infectées et dangereuses. Ainsi, les malformations à la naissance, la hausse de la mortalité, du nombre de handicaps ou de cancers, meurtrissent une population pendant des décennies. Le cas du Vietnam où trois millions de personnes subissent encore, soixante ans après, les conséquences des épanchages meurtriers, l'illustre de façon aussi factuelle que dramatique.

L'ÉCOCIDE, UNE ARME DE GUERRE

Aujourd'hui, en droit international, cette notion est apparentée à un crime contre l'humanité et ainsi retranscrite dans de nombreuses législations étatiques pour caractériser les destructions de populations par la destruction de leurs environnements et de leurs ressources vitales. Car nous ne sommes plus dans l'Antiquité ou au Moyen-Age et les questions d'écologie tiennent aujourd'hui une place importante dans les préoccupations de notre époque, et notamment chez les jeunes générations. Une nature que l'on ravage, on le sait, devient vite un désastre pour l'humain et l'écocide, particulièrement dans la guerre, en est l'aboutissement pervers. Il ne s'agit pas là d'une marée noire provoquée par un pétrolier qui chavire, mais d'une entreprise préméditée de façon délibérée pour écraser un ennemi.

Reconnu comme stratégie militaire, l'écocide est interdit par l'article 55 de la Convention de Genève qui régit la guerre afin qu'elle soit *«conduite en veillant à protéger l'environnement naturel contre des dommages étendus, durables et graves. Cette protection inclut l'interdiction d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre conçus pour causer ou dont on peut attendre qu'ils causent de tels dommages à l'environnement naturel, compromettant, de ce fait, la santé ou la survie de la population»*.

UNE GUERRE QUI PERDURE APRÈS LE FRACAS DES ARMES

Pourtant... ce sont 20 % des terres ukrainiennes qui sont dévastées aujourd'hui et plusieurs catastrophes écologiques qui ont des effets délétères sur les populations, comme la destruction du barrage de Kakhovka dans le sud du pays, dont l'Ukraine et la Russie s'accusent mutuellement : l'inondation a mêlé les eaux aux débris industriels, aux produits chimiques et aux hydrocarbures, polluant les sols et les rivières de toute une région agricole dépendante de la centrale électrique associée au barrage. Par ailleurs, des experts estiment des émissions de 150 millions de tonnes de CO₂, dégagé par les armes et les incendies provoqués par les bombardements et les tirs.

Dans la bande de Gaza, depuis les destructions des infrastructures souterraines de traitement des eaux usées par l'armée israélienne, celles-ci se déversent par centaines de milliers de mètres cubes en Palestine, sur la terre ferme et dans ses eaux territoriales en Méditerranée. Le *«Gaza Project»*, enquête menée par le consortium de journalistes Forbiden Stories, a montré que 90 % du bâti résidentiel avaient été détruits par les frappes israéliennes, ainsi que 95 % des structures hospitalières, détruites ou partiellement détruites. L'accumulation des déchets et l'impossibilité de les traiter ajoutées aux remontées des eaux usées, finissent de faire de Gaza une terre de désolation. Car en effet, l'eau contaminée, qui charrie aussi les métaux lourds des armes et les multiples composants des bâtiments détruits, achève le travail des bombes et de la famine pour celles et ceux qui survivent aux hécatombes immédiates de la guerre génocidaire.

Cette arme redoutable que constitue une eau infectée, en se propageant dans les nappes phréatiques, condamne pour longtemps des populations entières au moment où elles devront se reconstruire. Le crime d'écocide, sciemment entrepris, continue de semer la mort quand les armes se sont tuées, que les caméras sont parties et que le décompte des victimes est arrêté, à tort.

LA MARCHÉ VERS LA GUERRE PARTICIPE AUSSI AUX DESTRUCTIONS ENVIRONNEMENTALES

Les essais nucléaires, dans le Pacifique notamment, l'extraction des minerais et d'autres ressources pour la fabrication des armes, l'utilisation d'énergies fossiles et donc la contribution à l'accélération de l'épuisement des ressources par les multinationales de l'armement, les émissions de gaz à effet de serre des véhicules blindés... la préparation de la guerre affecte, avant même le bruit des armes et la mort qu'elles répandent, l'environnement dans lequel elle installe ses usines et fait ses essais, des territoires souvent densément peuplés puisque le secteur industriel nécessite, de facto, une main-d'œuvre abondante.

Sur les impacts environnementaux de la préparation de la guerre, les données sont vite rendues opaques voire totalement indisponibles, par les armées. Les délégués des États-Unis, lors de la signature du Protocole de Kyoto en 1997, ont obtenu que l'armée soit exemptée de présenter ses émissions de gaz à effet de serre en invoquant une question de sécurité nationale.

Mais aujourd'hui, plusieurs analyses convergent et estiment que les armées, à l'échelle du globe, sont responsables de 5,5 % des émissions de CO₂, ce qui est énorme. En somme, si toutes les armées du monde formaient un État, il serait le 4^e émetteur des gaz à effet de serre derrière la Chine, les États-Unis et l'Inde.

Ainsi, de sa préparation à ses conséquences qui s'observent souvent très longtemps après le chaos des armes, la guerre provoque sur les territoires où elle s'exerce, des dommages souvent irréversibles sur la faune et la flore, sur les ressources et sur les terres où s'établissent les femmes et les hommes. Les écocides aggravent les terribles bilans humains qu'engendre la guerre dont ils sont une arme sournoise et gravement criminelle. Mais ils mettent aussi un coup d'arrêt au développement des sociétés, souvent parmi celles qui sont déjà plus fragiles, et confisquent l'avenir des générations futures qui seront les victimes collatérales, différées dans le temps, des conflits auxquels nous assistons aujourd'hui.

Ils sont aussi, pour nous qui sommes conscients des désastres que font les guerres, une raison de plus de refuser qu'elles continuent de déchirer les peuples.



Affiche signée Hervé Morvan, 80x120cm - 1948 - Imprimerie Paris : Imp. Schuster.

CONCLUSION

En conclusion de toutes ces analyses, nous avons à répondre à une question cruciale : de quelle forme de syndicalisme, y compris international, avons-nous besoin par ces temps compliqués, où il est désormais de plus en plus probable que le glas sonne à nouveau minuit dans le siècle ?

Nous l'avons vu dans les pages précédentes, la pression du capitalisme et de l'impérialisme sait être encore plus terrible par temps de crise et de guerre. Avec la maîtrise des médias mainstream et en jouant sur les pulsions nationalistes, les capitalistes et libéraux sont capables de créer dans l'opinion des tendances militaristes et belliqueuses, y compris en parvenant à faire basculer les points de vue du salariat. Il ne faudrait pas croire que les retournements comme ceux de l'été 1914, au moment de l'assassinat de Jaurès au café du Croissant, appartiennent à un passé révolu. Nous avons bien remarqué comment le matraquage sur le soutien à l'Ukraine, y compris par les accents les plus agressifs, via l'idée d'envoyer des troupes ou des armes meurtrières a provoqué très peu d'opposition des syndicats, voire a rencontré une adhésion pour certains. Il semble que la stratégie des libéraux et des atlantistes, consistant à assimiler tout discours critique sur la guerre en Ukraine en soutien à la dictature poutiniste, a fonctionné comme un rayon paralysant. Imaginons si Macron entraînait pour de bon la France dans la belligérance directe, dès lors que la pression centuplerait. Et sans des militants syndicaux, des syndiqués, des salarié.e.s conscient.e.s et capables de peser dans le débat, il est évident que beaucoup courberaient l'échine et accompagneraient le mouvement.

De ce point de vue, le syndicalisme international incarné par la Confédération Européenne des Syndicats (CES) en est un parfait exemple, comme en atteste la dernière conférence de mi-mandat à Belgrade en mai 2025. Alors que l'Union Européenne pousse à la guerre en Ukraine, tout en jouant sur une hypocrisie et une ambiguïté totale avec l'extrême droite, comme en attestent les excellentes relations entre Von Der Leyen et Meloni, les bureaucrates de la CES continuent de ruminer les mêmes vieilles lunes incantatoires de la lutte contre l'extrême droite, en découplant les partis populistes des gouvernements libéraux qui partout pourtant s'acoquinent. Sur Gaza, ils font des déclarations à peu de frais sur la suspension de l'accord Union Européenne - Israël, mais ne nous y trompons pas, la CES n'a pas créé de rapport de forces, pour contraindre l'Union Européenne à se plier à cette position. C'est indépendamment de la CES que les états membres ont fait évoluer, pour certains, leurs analyses sur les crimes de guerre israéliens, au vu de la surenchère meurtrière de Netanyahu. En somme, la CES ne joue pas le rôle d'une locomotive, mais plutôt d'un wagon de queue. Car une

fois encore, sans conception de classes et sans grille d'analyse d'affrontement avec le capitalisme, générateur de guerres, toute déclaration, revendication, voire campagne, est une impasse pour la solidarité pacifique des travailleuses et des travailleurs. Ce syndicalisme serait incapable face au bellicisme des dirigeants européens de produire autre chose que les trahisons nationalistes de la II^e Internationale qui pourriront dans les tranchées boueuses et sanglantes de Verdun et du Chemin des Dames.

La solution qui s'esquisse, sans dogmatisme ni arrogance, est à chercher du côté du renforcement des liens avec l'ensemble des organisations qui s'appuient sur des grilles d'analyses marxistes pour lutter pied à pied contre les schémas d'hégémonie et de prédation capitaliste. Des organisations qui résistent à toute vague de repli nationaliste, à toute campagne militariste de propagande atlantiste. Mais aussi qui partagent l'adhésion à une feuille de route pour mobiliser et entraver les plans économiques de marche à la guerre. Des syndicats comme l'USB en Italie ou le PAME en Grèce ou encore récemment le syndicat CGT des dockers du Golfe de Fos avec leur fédération.

Nous devons donc mener campagne, organiser des initiatives, et cela, à tous les niveaux, du syndicat d'entreprise jusqu'à l'échelle internationale. Il n'y a pas de raccourci possible. Ce livret est sans aucun doute imparfait, mais il est un outil dont chacune et chacun peut se servir pour faire grandir le débat.



Débat «*Guerre à la Guerre*» organisé par l'Union départementale CGT du Val-de-Marne - Union Locale CGT d'Ivry-sur-Seine - 2025



Janvier 2026

Imprimé en 500 exemplaires par l'Imprimerie Grenier

Rédaction en chef : Caroline Viau, administratrice de l'UD CGT 94

Rédaction : Collectif Europe/Inter de l'UD CGT 94

Maquette et graphisme : Valentin Soen

Union départementale CGT du Val-de-Marne

Maison départementale des syndicats Michel-Germa

11, 13 rue des Archives

94 000 CRETEIL

udcgt94.fr



RCS B 622 053 189



la **cg**t
Val de Marne
union départementale

udcgt94.fr